A N N E X E

CONDITIONS D'ATTRIBUTION DE LA NOUVELLE BONIFICATION INDICIAIRE
AUX MILITAIRES EN SERVICE AU MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

DÉSIGNATION DE LA FONCTION	NIVEAU de responsabilité	NOMBRE D'EMPLOIS					NOMBRE DE POINTS PAR EMPLOI				
		A/C du 1 ^{er} août 1991	A/C du 1 ^{er} août 1992	A/C du 1 ^{er} août 1993	A/C du 1 ^{er} août 1994	A/C du 1 ^{er} août 1995	A/C du 1 ^{er} août 1991	A/C du 1 ^{er} août 1992	A/C du 1 ^{er} août 1993	A/C du 1 ^{er} août 1994	A/C du 1 ^{er} août 1995
Coordonnateur de mission de surveillance et sauvetage dans un centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage.	Officier	33	33	33	33	33	10	10	10	10	20
Spécialiste en informatique générale dans une unité spécialisée dans le traitement de l'information.	Officier	-	8	8	10	10	-	20	20	20	20
Responsable de gestion et administration du personnel à l'échelon central.	Officier marinier	-	1	1	1	1	-	20	20	20	20
Adjoint gestion et administration du personnel à l'échelon central.	Officier marinier	1	1	1	1	1	10	10	10	10	10
Chef de quart sauvetage dans un centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage.	Officier marinier	-	-	18	30	30	-	-	10	10	10

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

BUDGET

Arrêté du 4 juillet 1996 portant répartition de crédits

NOR : ECOB9680032A

Le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu l'article 7 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ;

Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 1996,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Est annulé sur 1996 un crédit de paiement de 136 990 000 F applicable au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau A annexé au présent arrêté.

Art. 2. – Sont ouverts sur 1996 une autorisation de programme de 12 715 000 F et un crédit de paiement de 136 990 000 F applicables aux budgets et aux chapitres mentionnés dans le tableau B annexé au présent arrêté.

Art. 3. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 juillet 1996.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur au budget :
Le sous-directeur,
D. MORIN

TABLEAU A

SERVICE	CHAPITRE	CRÉDIT de paiement annulé (en francs)
TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES II. – SANTÉ PUBLIQUE ET SERVICES COMMUNS TITRE IV		
Action interministérielle de lutte contre la toxicomanie.....	47-16	136 990 000

TABLEAU B

SERVICES	CHAPITRES	AUTORISATION de programme accordée (en francs)	CRÉDIT de paiement ouvert (en francs)
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION			
I. – AFFAIRES ÉTRANGÈRES			
TITRE IV			
Action culturelle et aide au développement.....	42-10	»	3 352 000
Participation de la France à des dépenses internationales (contributions bénévoles).....	42-32	»	1 500 000
Total pour les affaires étrangères.....			4 852 000
II. – COOPÉRATION			
TITRE IV			
Actions de coopération pour le développement.....	42-23		1 600 000
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, VILLE ET INTÉGRATION			
II. – VILLE ET INTÉGRATION			
TITRE IV			
Interventions en faveur de la politique de la ville et du développement social urbain.....	46-60	»	6 150 000
Programmes et dispositifs de prévention et de lutte contre les toxicoma- nies.....	47-15	»	19 040 000
Total pour la ville et intégration.....		»	25 190 000
ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE			
I. – ENSEIGNEMENT SCOLAIRE			
TITRE III			
Etablissements scolaires et de formation. – Dépenses pédagogiques et subventions de fonctionnement.....	36-70	»	8 000 000
Formation continue des personnels.....	37-70	»	1 600 000
Total pour l'enseignement scolaire.....			9 600 000
INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION			
TITRE III			
Autres agents non titulaires. – Rémunérations et vacations.....	31-98	»	370 000
Police nationale. – Moyens de fonctionnement.....	34-41	»	13 623 000
TITRE V			
Informatique, télématique et transmissions. – Dépenses d'équipement ...	57-60	1 155 000	1 155 000
Totaux pour l'intérieur et décentralisation.....		1 155 000	15 148 000
JEUNESSE ET SPORTS			
TITRES III ET IV			
Moyens de fonctionnement des services.....	34-98	»	330 000
Subventions aux établissements publics.....	36-91	»	160 000
Jeunesse et vie associative.....	43-90	»	13 170 000
Sports de haut niveau et développement de la pratique sportive.....	43-91	»	100 000
Total pour la jeunesse et sports.....		»	13 760 000
JUSTICE			
TITRES III ET IV			
Autres rémunérations principales.....	31-96	»	900 000
Moyens de fonctionnement des services. – Formation.....	34-98	»	950 000
Fonctionnement des juridictions.....	37-92	»	125 000
Services pénitentiaires. – Moyens de fonctionnement.....	37-98	»	1 325 000
Subventions et interventions diverses.....	46-01	»	6 820 000
Total pour la justice.....		»	10 120 000
SERVICES FINANCIERS			
TITRE III			
Dépenses d'informatique et de télématique.....	34-95	»	160 000
Matériel et fonctionnement courant.....	34-98	»	7 080 000
TITRE V			
Équipement des services.....	57-90	5 560 000	5 560 000
Totaux pour les services financiers.....		5 560 000	12 800 000

TABLEAU B

SERVICES	CHAPITRES	AUTORISATION de programme accordée (en francs)	CRÉDIT de paiement ouvert (en francs)
TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES			
I. - TRAVAIL			
TITRE IV			
Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale (F.F.P.S.) et insertion des jeunes.....	43-03	»	720 000
II. - SANTÉ PUBLIQUE ET SERVICES COMMUNS			
TITRES III ET IV			
Etablissements nationaux à caractère sanitaire.....	36-81	»	6 560 000
Services des affaires sanitaires et sociales. - Dépenses diverses.....	37-13	»	10 800 000
Programmes et dispositifs en faveur de la santé des populations.....	47-11	»	4 800 000
Programmes et dispositifs de lutte contre les toxicomanies.....	47-15	»	14 000 000
Total pour la santé publique et services communs.....		»	36 160 000
DÉFENSE			
TITRE III			
Autres services communs. - Entretien et achats de matériels. - Fonctionnement et entretien immobilier.....	34-02	»	560 000
Gendarmerie. - Fonctionnement.....	34-06	»	480 000
TITRE V			
Fabrications. - Services communs. - Gendarmerie.....	53-70	6 000 000	6 000 000
Totaux pour la défense.....		6 000 000	7 040 000
Totaux pour le tableau B.....		12 715 000	136 990 000

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**Arrêtés du 19 juillet 1996
portant délégation de signature**

NOR : ENVE9650256A

Le ministre de l'environnement,

Vu le code des marchés publics ;

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947, modifié en dernier lieu par le décret n° 87-390 du 15 juin 1987, autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature ;

Vu le décret n° 53-1169 du 28 novembre 1953 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret du 30 septembre 1953 sur la réforme du contentieux administratif, modifié par le décret du 29 janvier 1957 ;

Vu le décret n° 94-30 du 11 janvier 1994 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'environnement ;

Vu le décret du 7 novembre 1995 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret du 7 novembre 1995 relatif à la composition du Gouvernement ;

Vu le décret du 16 juillet 1996 portant nomination de M. Pierre Roussel en qualité de directeur de l'eau ;

Vu l'arrêté du 11 janvier 1994 portant organisation de directions de l'administration centrale du ministère de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 11 janvier 1994 modifié portant organisation de services et de sous-directions de l'administration centrale du ministère de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 17 juillet 1996 portant délégation de signature à M. Pierre Roussel, directeur de l'eau,

Arrête :

Art. 1^{er}. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre Roussel, directeur de l'eau, délégation permanente est donnée à M. Patrick Février, sous-directeur, directement placé sous l'autorité de M. Pierre Roussel, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'environnement et dans la limite de ses attributions, tous actes, arrêtés et décisions, contrats, marchés, conventions et avenants, à l'exclusion des décrets.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 juillet 1996.

CORINNE LEPAGE

NOR : ENVG9650257A

Le ministre de l'environnement,

Vu le code des marchés publics ;

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947, modifié en dernier lieu par le décret n° 87-390 du 15 juin 1987, autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature ;

Vu le décret n° 53-1169 du 28 novembre 1953 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret du 30 septembre 1953 sur la réforme du contentieux administratif, modifié par le décret du 29 janvier 1957 ;

Vu le décret n° 94-30 du 11 janvier 1994 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'environnement ;

Vu le décret n° 95-777 du 8 juin 1995 relatif aux attributions du ministre de l'environnement ;

Vu le décret du 7 novembre 1995 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret du 7 novembre 1995 relatif à la composition du Gouvernement ;

Vu le décret du 16 juillet 1996 portant nomination de M. Jean-Luc Laurent en qualité de directeur général de l'administration et du développement ;

Vu l'arrêté du 11 janvier 1994 portant organisation de directions de l'administration centrale du ministère de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 11 janvier 1994 modifié portant organisation de services et de sous-directions de l'administration centrale du ministère de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 17 juillet 1996 portant délégation de signature à M. Jean-Luc Laurent, directeur général de l'administration et du développement,